La mise à prix est fixée à vingt mille trois cent trente-neuf dollars et vingt-cinq cents (20 339,25 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif

Cour supérieure

Saint-Jérôme, le 9 décembre 1987

54094

Ventes pour taxes, avis de publication

Ville de Jonquière

Avis public est, par les présentes, donné par le sousigné, assistant-greffier de la ville de Jonquière, que certains immeubles seront vendus à l'enchère publique en la salle des délibérations de l'hôtel de ville, 2890, place Davis, Jonquière, le 13 janvier 1988 à dix heures (10 h 00), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, intérêts et frais subséquents encourus ou à encourir à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. L'avis requis par la loi est publié aux éditions des 1^{er} et 8 décembre 1987 du journal « Le Réveil », de Jonquière.

Jonquière, le 1^{er} décembre 1987

L'assistant-greffier,
PIERRE BRASSARD

54057

Erratum

LE GROUPE BCP (1987) LTÉE

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'erratum paru à la *Gazette officielle du Québec*, le 1987 11 28, à la page 5811, du numéro 48, relativement à « LE GROUPE BCP (1987) LTÉE », de façon à ce que la nouvelle dénomination sociale se lise: LE GROUPE BCP (1987) LTÉE.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2312-2286

308

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

[L.S.] J. GILLES LAMONTAGNE

Gouvernement
du Québec

Municipalité d'Yamachiche

(Lettres patentes)

CONCERNANT la fusion du village d'Yamachiche et de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19), le gouvernement peut décréter la délivrance de lettres patentes fusionnant des municipalités;

ATTENDU QUE chacun des Conseils municipaux du village d'Yamachiche et de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche a adopté un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au gouvernement le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale du Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale du Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

ATTENDU QUE la Commission de toponymie a émis un avis favorable;

EN CONSÉQUENCE, conformément à la proposition du ministre des Affaires municipales adoptée, le 16 décembre 1987, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 1903-87, il est déclaré et ordonné:

QUE le village d'Yamachiche et la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche soient fusionnés et que soit créée une nouvelle municipalité sous le nom de « Municipalité d'Yamachiche », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité d'Yamachiche ».

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère de l'Énergie et des Ressources, le 27 octobre 1987; cette description apparaît comme annexe A au décret portant le numéro 1903-87, du 16 décembre 1987.

3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal.

4. Jusqu'à la première élection générale, le Conseil provisoire est composé de tous les membres des deux Conseils existant au moment du regroupement. Le quorum y est de huit membres. Les deux maires alternent à chaque séance du Conseil comme maire du Conseil provisoire durant toute la période qui couvre le temps séparant la première assemblée et la date de la première élection générale. Le premier à exercer ce rôle sera le maire de l'ancienne municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

5. La première séance du Conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes; elle aura lieu à 20 heures, à la salle du Conseil située sur le territoire de l'ancien village d'Yamachiche.

6. La première élection générale aura lieu le premier dimanche du troisième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Le Conseil sera composé du maire et de six conseillers. Les sièges des conseillers seront numérotés de un à six à compter de la première élection générale. L'élection régulière subséquente pour le remplacement de trois conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1989. Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 868 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, c. 57) s'appliquent en les adaptant à la nouvelle municipalité.

7. Pour la première élection générale et pour les deux élections régulières suivantes, seules peuvent être candidates aux sièges 1, 2 et 3 les personnes qui le seraient en vertu de la loi, si cette élection était une élection des membres du Conseil de l'ancienne municipalité du village d'Yamachiche, et seules peuvent être éligibles aux sièges numéros 4, 5 et 6 les personnes qui le seraient en vertu de la loi, si cette élection était une élection des membres du Conseil de l'ancienne municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

8. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits, jusqu'à ce qu'il soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

9. Jusqu'à ce que le Conseil municipal en décide autrement par règlement conformément à l'article 1077 du Code municipal, devient à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité desservis par le réseau d'acqueduc au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, sur la base de la valeur desdits biens-fonds, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, le solde des échéances, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, en capital et intérêts, des règlements suivants:

— les Règlements 37, 46, 47, 50-74, 54-75, 55-76, 61-77, 192-86 et 200-87 de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

— les Règlements 209-66 et 217-87 de l'ancien village d'Yamachiche.

Les clauses d'imposition desdits règlements sont modifiées en conséquence.

10. Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviennent la propriété de la nouvelle municipalité.

11. Les surplus accumulés des anciennes municipalités, à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes, seront affectés à la réalisation de travaux publics sur le territoire des municipalités qui ont accumulé les surplus.

Les déficits accumulés des anciennes municipalités, à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes, seront à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de ces anciennes municipalités.

12. Toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire ou d'une transaction, pour un ou des actes posés par une des municipalités, est à la charge de cette ancienne municipalité.

13. Un inventaire sera fait de tous les documents (règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres) produits ou reçus par les ex-municipalités regroupées sous la direction du secrétaire-trésorier dans les six mois qui suivront la publication des lettres patentes.

14. Tous les employés permanents des anciennes municipalités demeurent à l'emploi de la nouvelle municipalité aux postes qui leur seront assignés, et ce, sous réserve des dispositions de la loi et des conditions suivantes:

— le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité d'Yamachiche devient le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité;

— la secrétaire-trésorière de l'ancienne municipalité de Sainte-Anne-d'Yamachiche devient secrétaire-trésorière adjointe de la nouvelle municipalité. L'année de la création de la nouvelle municipalité, la secrétaire-trésorière adjointe aura les mêmes conditions salariales que celles du secrétaire-trésorier.

15. Lors de son premier mandat, le Conseil de la nouvelle municipalité s'engage à dépenser annuellement, en travaux de voirie, à même le fonds général, un minimum de 30 000 \$ dans les limites du territoire de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche et un minimum de 20 000 \$ dans les limites du territoire de l'ancien village d'Yamachiche.

16. La partie des coûts des travaux d'égouts sanitaires prévue au protocole signé, le 8 octobre 1986, entre le Gouvernement du Québec et l'ancien village d'Yamachiche, prise en charge par la nouvelle municipalité, sera financée à 75 % par les utilisateurs et 25 % par l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité.

Au cours des 10 premières années suivant le regroupement, toutes dépenses en immobilisation ayant pour objectif l'exécution de travaux d'égouts sanitaires, autres que ceux gérés par la Société québécoise d'assainissement des eaux, et de repavage des chaussées endommagées par ces travaux, déduction faite des subventions obtenues, seront réparties de la façon suivante:

— un montant équivalant à 25 % du coût de ces travaux sera réparti sur l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité;

— un montant équivalant à 75 % du coût de ces travaux sera réparti sur les usagers du réseau d'égouts sanitaires de la manière que décrètera le Conseil. La taxe spéciale imposée en vertu du présent paragraphe ne pourra toutefois pas être imposée aux utilisateurs d'égouts sanitaires dont les installations reliant leur propriété au réseau ont été, par le passé, laissées entièrement à leur charge ou entièrement à la charge des promoteurs du développement.

17. Les coûts de l'eau reçue de la Régie intermunicipale de l'aqueduc de Saint-Antoine seront répartis comme suit:

— 25 % à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité;

— 75 % à la charge de l'ancienne paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche ou d'une partie de celle-ci, selon la volonté du Conseil.

Lorsque le territoire de l'ancien village pourra, à l'aide d'une conduite en place, être alimenté en eau produite par la Régie intermunicipale de l'aqueduc de Saint-Antoine, le Conseil de la nouvelle municipalité pourra modifier les conditions de l'alinéa précédent.

18. La nouvelle municipalité devient effective conformément à la loi.

EN FOI DE QUOI, le gouvernement émet et délivre les présentes lettres patentes sous le grand sceau du Québec.

TÉMOIN: l'honorable J. GILLES LAMONTANGE, C.P., lieutenant-gouverneur du Québec.

À Québec, le seize décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept.

Par ordre,

*Le sous-procureur général
par intérim,
JEAN ALARIE*

Libro: 1547

Folio: 57

Avis de la délivrance des lettres patentes ci-dessus est donné conformément à l'article 16 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19).

*Le sous-ministre,
JACQUES O'BREADY*

311.1